

Guide d'animation de l'outil « budget »

Décrire l'origine de l'animation (elle fait partie d'une mallette plus large de Vie Féminine, réadaptée à nos besoins) et son objectif (comprendre comment fonctionne le budget de l'État).
Rq : cet outil permet de montrer qu'il n'y a pas de fatalité en matières budgétaires.

Durée prévue : 1h30

Faire en sorte de présenter l'essentiel et de s'adapter aux participant.e.s (est-ce qu'on utilise le second degré dans la présentation des catégories de dépenses ou pas, par exemple).
Avoir à disposition un argumentaire et des données (graphiques/chiffres) au cas où.

Essayer de fonctionner par questionnements avec le public.

1- Introduction

« Qu'attendez-vous de cette animation ? »

« Vous avez certainement remarqué qu'en ce moment on nous renvoie sans cesse le fait qu'on a vécu au-dessus de nos moyens, que l'État a trop dépensé, et qu'il va falloir toutes et tous faire des efforts, qu'il n'y a pas d'alternative à cela... »

« Et bien, pour y voir plus clair dans tout cela – vérifier si c'est bien l'ensemble de la population, ou sa partie la plus riche ainsi que les banques, qui a profité de la dette – nous vous proposons de nous pencher sur ce fameux budget d'État qui est en difficulté. Comment se constitue-t-il ? Comment fonctionne-t-il ? Combien l'État dépense-t-il ? Pourquoi ? Et d'ailleurs d'où viennent les sous ? etc. »

[Placer le plateau]

2- Les dépenses

- [Répartir les cartons sur la table et les placer avec les participant.e.s au fur et à mesure – on peut éventuellement distribuer un ou deux cartons à chaque personne, mais on place d'emblée les sous-catégories]. En fonction du public l'animateur/animateur met déjà les grandes catégories en place (en les lisant). Rq : attention à mettre « sécurité sociale » en face de « cotisations sociales ».

- « Alors, dans les dépenses en services publics, il y a quoi ? Qu'est-ce que l'État vous fournit, (pour le moment du moins) comme services en échange de vos impôts ? Est-ce que quelqu'un sait combien coûterait une année scolaire en secondaire pour votre enfant [6 000€]/un aller-simple Bruxelles-Ostende en train [97,50€]/deux nuits à l'hôpital [1 590€] sans services publics ? »

- « On a également la sécurité publique, il faut bien protéger les institutions des gens qui seraient pas d'accord avec ce qu'elles font ;) . »

- « Quelques subventions par-ci par-là aux entreprises pour qu'elles créent de l'emploi, c'est nécessaire vous le savez ».

- « Et puis la sécurité sociale, très coûteuse en ce moment en Belgique et qu'il faut assainir, voire privatiser pour qu'elle soit plus efficace ».

[Quand tout est compris, sortir le camembert de répartition des dépenses]

Demander aux personnes si elles peuvent faire correspondre les %/milliards aux différentes catégories [garder l'étiquette « service de la dette » de côté]. Sinon, poser des questions pour y arriver : « Vous estimez que le chômage coûte plus ou moins que 10 % du budget ? » + « Les 16 % là, c'est quelque-chose dont on entend parler souvent en ce moment, ça a à voir avec le fait qu'il faudrait travailler plus longtemps, vous avez une idée ? », etc. Dire qu'on verra ce qu'il se cache derrière la catégorie mystère (le service de la dette) plus tard.

3- Les recettes

- [Répartir les cartons sur la table et les placer avec les participant.e.s au fur et à mesure – on peut éventuellement distribuer un ou deux cartons à chaque personne, mais on place d'emblée les sous-catégories].

- « Quels sont les impôts directs que vous payez ? ». A noter que l'IPP sur les gros revenus n'a pas arrêté de diminuer sous les gouvernements successifs.

- « Il y a un deuxième type d'impôts directs, celui sur les entreprises (grosses et petites) . »

- « Les impôts indirects, c'est quoi d'après vous ? + Sur quoi y a-t-il des taxes ? ». On peut souligner le fait que la TVA est l'impôt le plus injuste (puisque tout le monde le paie de la même manière, les ménages modestes ont une partie de leur revenu beaucoup plus importante qui part dans la TVA que les ménages aisés).

- « Enfin, il y a les impôts sur le patrimoine. Sur le patrimoine immobilier et mobilier. Mais en fait, en Belgique il n'y a pas d'impôt sur les grosses fortunes » [reprandre le carton].

- « Vous vous demandez peut-être pourquoi nous avons mis une ligne en pointillés entre les impôts et les cotisations sociales ? En fait, il s'agit d'un budget dans le budget. Celui de la Sécurité sociale était au départ (pacte social de 1944) autonome, financé par les cotisations sociales et géré de façon paritaire par les travailleurs et les employeurs. Cette conquête traduit donc un rapport de force spécifique entre ces acteurs. Depuis, l'État s'est petit à petit installé dans cette relation (au service des employeurs, le plus souvent) et a financé de plus en plus la Sécurité sociale – via ses impôts – au point d'y être aujourd'hui majoritaire (40% de financement dû à la fiscalisation et 60% dû à la cotisation) et de décider qui peut en bénéficier et sous quelles conditions. Voilà pourquoi cette partie du budget pourrait être séparée du reste mais en fait quand même partie. »

[Quand tout est compris, sortir le camembert de répartition des recettes]

Demander aux personnes si elles peuvent faire correspondre les %/milliards aux différentes catégories [garder l'étiquette « emprunts » de côté]. Sinon, poser des questions pour y arriver : « Pensez-vous que ce sont les entreprises ou les ménages qui font rentrer le plus d'impôts ? » + « Les cotisations sociales, qui constituent un budget à part, représentent une grosse ou une petite partie du camembert ? », etc. Dire qu'on verra ce qu'il se cache derrière la catégorie mystère (les emprunts) plus tard.

4- La partie inférieure (lien entre budget et dette)

- Chaque année le bilan est fait entre ce qui rentre dans les caisses de l'État (les recettes) et ce qui sort (les dépenses). Si ce solde est positif, l'État est en boni. S'il est négatif, l'État est en déficit [on place le carton déficit].

- Dans ce cas de figure, que fait l'État ? Il emprunte de l'argent pour équilibrer ses comptes [on place le carton emprunts publics]. Étant donné qu'il s'agit d'une nouvelle source de financement pour l'État on le place du côté des recettes. Il s'agit donc du chiffre mystère qui correspond à 17 % des recettes [on change l'étiquette « catégorie mystère » par l'étiquette « emprunts »].

Rq : en fonction du public on peut expliquer par quels moyens l'État emprunte. Actuellement, il se finance majoritairement via les marchés financiers (c'est-à-dire auprès de banques privées, de fonds de pension, etc.) et très minoritairement via des bons d'État (c'est-à-dire auprès de particuliers).

- Mais évidemment cet argent emprunté, l'État doit le rembourser. Il doit d'une part rembourser le capital [on place le carton remboursement], mais il doit aussi verser des intérêts [on place le carton intérêts]. Étant donné qu'il s'agit d'une charge supplémentaire, le remboursement de la dette (capital + intérêts) est placé du côté des dépenses. Il s'agit donc du chiffre mystère qui correspond à 20% des dépenses [on change l'étiquette « catégorie mystère » par l'étiquette « service de la dette »].

- L'argent emprunté une année n'est pas remboursé en intégralité la même année évidemment, il reste donc un stock de la dette qui s'accumule : c'est ce que l'on appelle la dette publique [on place le carton dette publique]. En Belgique la dette publique est de 417 milliards d'euros, soit 106 % du PIB.

5- Conclusion

Il y a plusieurs façons d'expliquer cette dette :

- Celle présentée par nos gouvernants. On sollicite alors les participant.e.s : « qu'a-t-on l'habitude d'entendre comme discours pour expliquer l'augmentation de la dette publique dans les médias dominants ? » [ensuite présenter le graphique de l'évolution des dépenses en rapport au PIB pour expliquer que l'ensemble de la population n'a pas vécu au-dessus de ses moyens].

- Celle présentée par une série de mouvements sociaux et de citoyen.ne.s, que nous partageons. On sollicite alors les participant.e.s sur d'autres pistes d'analyses pour expliquer la problématique de la dette : « si cette dette ne vient pas du fait que la majorité de la population a vécu au-dessus de ses moyens, comment peut-on expliquer ses origines ? » [ensuite présenter le dessin animé et revenir sur les trois grandes causes d'endettement : fiscalité injuste ; politique de financement de l'État ; sauvetages et crises bancaires].

On conclut en expliquant que la question de la dette n'est pas technique mais bien politique. Il n'y a aucune fatalité, que des choix. Il est donc important de remettre en cause ces choix, ainsi que la dette elle-même, et que nous nous appropriions le contrôle des deniers publics. Décrire la démarche de l'audit citoyen de la dette.

Rq : s'il nous reste du temps, on peut aussi montrer les effets de l'austérité sur les dépenses/recettes du plateau, ou les effets de solutions alternatives. On peut également proposer un jeu de rôles où les participant.e.s reçoivent des phrases/mesures dites par le pouvoir en place et faire imaginer les impacts concrets que cela aurait sur les recettes/dépenses exposées sur le plateau.

Budget Public

RECETTES

L'argent qui rentre

Impôts directs

Impôts sur les revenus



Ouvrière



Professeur



Travailleurs-euses de la santé

Impôts aux entreprises



Entreprise



Commerçant-e

Impôts indirects

Taxes



Taxes sur la Valeur Ajoutée Consommation



Alcool, tabac



Energie

Impôts sur patrimoine



Grandes fortunes

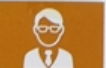


Biens immobiliers

Cotisations sociales



Cotisations salariales



Cotisations patronales

DÉPENSES

L'argent qui sort

Sécurité sociale



Allocations familiales



Soins de santé

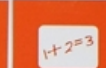


Chômage



Pensions

Services publics



Enseignement



Santé



Sport



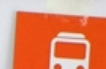
Lutte contre les violences



Crèches



Culture



Transports publics



Justice

La sécurité publique



Police



Armée

Appui aux grosses entreprises



Aides aux entreprises

DÉFICIT PUBLIC

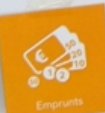


Déséquilibre du budget

Il y a plus d'argent qui sort que d'argent qui rentre

EMPRUNTS PUBLICS

De l'argent qu'on prête à l'Etat: des crédits



Emprunts



Remboursements

REMBOURSEMENTS

C'est payer des crédits

INTÉRÊTS

L'argent à payer en plus du crédit

DETTE PUBLIQUE

Les emprunts publics non remboursés



Le poids de la dette